



# LE DEVOIR



## Montréal, une mégacité dans le brouillard

*Le principe selon lequel l'union fait la force ne s'est pas appliqué avec un égal bonheur dans toutes les municipalités fusionnées*

Il y a près d'un an, un vent de fusions balayait le Québec, donnant naissance à cinq grandes villes: Montréal, Longueuil, Québec, Gatineau et Saguenay. La réforme municipale était devenue nécessaire, affirmait le gouvernement du Québec, si on voulait assurer le développement durable et rendre l'appareil municipal plus efficace. Mais le principe selon lequel l'union fait la force ne s'est pas appliqué avec un égal bonheur dans toutes les municipalités concernées. Aujourd'hui, dans la première partie d'une série de six textes sur ce sujet, *Le Devoir* se penche sur le cas de Montréal, dont la population a doublé au lendemain des fusions.

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

D'une année d'apprentissage pour les élus de la nouvelle Ville de Montréal. Aux prises avec de nouvelles règles du jeu et obligés d'approprier les principes d'administration d'une ville tout à coup devenue imposante, ils ont trébuché à plusieurs reprises. Douze mois ont passé depuis la réforme, mais le mariage entre les ex-municipalités de banlieue et l'ancienne ville de Montréal demeure toujours fragile.

La tâche de l'administration du maire Gérard Tremblay était immense: réussir à «*édifier ensemble une nouvelle ville*» alors que la blessure qu'avaient infligée les

fusions aux ex-banlieues n'était toujours pas cicatrisée. C'est d'ailleurs l'héritage des banlieues réfractaires qui a fait le plus mal à l'administration au début de l'année. La série de scandales portant sur les surplus de plusieurs municipalités versés à des organismes sans but lucratif, l'achat de l'Île-Dorval par Peter Yeomans (membre du nouveau comité exécutif) et ses voisins, de même que l'arrestation des conseillers municipaux René Dussault et Irving Grundman, accusés d'avoir accepté un pot-de-vin, ont forcé le nouveau maire à passer en mode de gestion de crise.

Il a fallu que la tempête s'apaise pour permettre aux élus de se consacrer à l'administration de leur nouvel-

le ville. Comme il l'avait promis en campagne électorale, Gérard Tremblay a tenu le Sommet de Montréal en juin dernier, désireux d'ébaucher les plans de la nouvelle ville avec l'aide de ses «*partenaires*».

### Le partage des pouvoirs

Après 12 mois, Jean-François Léonard, professeur de science politique à l'UQAM, juge qu'il est encore trop tôt pour faire le bilan des fusions municipales. «*Les cendres ne sont pas encore tombées. [...] On ne peut que constater des choses, pas tirer des conclusions. C'est un processus en mouvement qui, à mon avis, va se poursuivre jusqu'à la prochaine élection.*» Il faudra

VOIR PAGE A 6: MONTRÉAL

## Ève provoque un tollé planétaire

*Bush et Chirac  
en tête,  
la communauté  
internationale  
dénonce le clonage  
humain*

AGENCE FRANCE-PRESSE, REUTERS  
ET ASSOCIATED PRESS

Hollywood, Floride — Brigitte Boisselier, membre de la secte des raéliens, a annoncé hier publiquement la venue au monde le 26 décembre d'«Ève», premier bébé conçu, selon elle, par la technique du clonage, déclenchant une cascade de réactions négatives à travers le monde.

Le bébé est une petite fille de 3,1 kilos qui «est venue au monde jeudi à 11h55», a déclaré cette Française, chimiste de formation, dans une conférence de presse à Hollywood, au nord de Miami, en Floride, sans préciser le lieu de naissance.

Elle s'est contentée d'indiquer que les parents sont un couple d'Américains. Nadine Gary, porte-parole de Clonaid, a déclaré que le bébé est né à l'extérieur des États-Unis.

Mme Boisselier a affirmé que la preuve de cette première scientifique ne serait pas disponible avant une dizaine de jours.

«*La mère a 31 ans. C'est elle qui a été clonée et c'est elle qui a porté le bébé clone*», a précisé la présidente de Clonaid, société spécialisée dans le clonage humain et basée à Las Vegas (Nevada). «Ève» — le surnom que lui a donné l'équipe de Mme Boisselier — rentrera chez elle «dans trois jours». «*Elle se porte bien. Elle est en bonne santé*», a-t-elle dit. «*Nous avons utilisé l'ovule de la mère et l'accouchement s'est passé par césarienne*», a-t-elle précisé.

Cette annonce a immédiatement suscité les doutes de la communauté scientifique et aussi une vague de réprobation parmi les dirigeants politiques. Le président américain George W. Bush a indiqué qu'il allait presser le Congrès de voter un projet de



Le bébé est une petite fille de 3,1 kilos. «La mère a 31 ans. C'est elle qui a été clonée et c'est elle qui a porté le bébé clone.»

VOIR PAGE A 8: CLONE

Autres informations en page A 3

Les fusions municipales ont-elles tenu leurs promesses?, page A 6

### 2002 EN REVUE

#### L'année de toutes les tentations

Tentations guerrières des États-Unis en Irak, tentations scandaleuses à Ottawa, tentations de changement à Québec: 2002 passera à l'histoire comme une année de transition. Les États-Unis ont tenté de faire de Saddam Hussein leur bouc émissaire un an après les attentats du 11 septembre 2001. Sous la pression des scandales, Jean Chrétien a scellé son destin en annonçant sa retraite pour... 2004. La montée fulgurante de Mario Dumont dans les sondages a pris tout le monde de court et ébranlé libéraux et péquistes.

■ Cahier B



### INDEX

Actualités.....	A2	Idées.....	B5
Annonces.....	C5	Météo.....	C8
Avis publics.....	C5	Monde.....	A7
Bourse.....	C2	Mots croisés.....	C5
Carrières.....	C3	Perspectives.....	B1
Économie.....	C1	Science.....	B6
Éditorial.....	B4	Sports.....	C8

### Bernard Landry au Devoir

## «Peuple, debout!»

*À moins que Jean Chrétien n'injecte sans condition de nouveaux fonds en santé, les Québécois seront appelés à vivre un «moment historique»*

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

«*Alors là, j'ai envie de crier: peuple, debout!*» Bernard Landry termine l'entrevue accordée au *Devoir* en cette fin d'année avec une référence à *Minuit, chrétiens* et à ce «*peuple à genoux*» qui attend sa «*délivrance*» avant de se relever.

L'allusion est amusante. Mais le premier ministre est on ne peut plus sérieux. Les Québécois seront appelés à vivre un «*moment historique*» l'an prochain à moins que le premier ministre Jean Chrétien ne consente à injecter de nouveaux fonds en santé sans imposer de

VOIR PAGE A 8: LANDRY

## Étudier ou travailler?

*Avec la retraite  
des baby-boomers,  
la main-d'œuvre se raréfie  
et les jeunes s'interrogent*

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

D'ici 2005, c'est pas moins de 600 000 emplois qui se libéreront à travers le Québec, en raison des nombreux départs à la retraite et de la bonne performance de l'économie. Dans les Laurentides, 50 700 emplois seront à pourvoir, essentiellement par des diplômés du secteur professionnel ou technique. Déjà, avec un taux de chômage de 6,5 %, ce que la ministre des Finances considère comme le plein emploi, le recrutement de la main-d'œuvre est parfois difficile et la tentation d'embaucher les jeunes avant qu'ils aient leur diplôme en poche est grande.

La situation qui prévaut dans la région pourrait être révélatrice des problèmes que le Québec est susceptible de rencontrer dans sa marche vers le plein emploi.

VOIR PAGE A 8: EMPLOIS

### ÉCONOMIE

**2002, l'année  
des grands chantiers  
pour la SGF**

■ À lire en page C 1

## • LES ACTUALITÉS •

Réforme des institutions démocratiques

## Le PQ s'engage dans une réflexion interne

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Le Parti québécois ne fera le débat sur la réforme des institutions démocratiques qu'après la tenue des états généraux sur la question, soit lors de son congrès d'orientation de mars.

«C'est vrai qu'on n'a pas déposé de mémoire à la commission parlementaire et à la commission Béland, mais on va beaucoup participer au débat en s'engageant dans une réflexion à l'interne», a affirmé hier Luc Trottier, directeur des communications au Parti québécois. M. Trottier réagissait à l'article publié la veille dans *Le Devoir* sur le fait que le PQ «n'a pas cru bon» de donner son point de vue sur la démarche engagée par le ministre responsable de la réforme des institutions démocratiques, Jean-Pierre Charbonneau.

Pour ce dernier, il n'y a aucune incohérence à débattre de la question deux semaines après que les états généraux ont eu lieu. Si le PQ souhaite influencer la population, «il est aussi là pour se laisser influencer par la société civile», estime-t-il. «Un parti qui veut être à l'écoute des citoyens va devoir se brancher sur l'exercice des états généraux», ajoute M. Charbonneau.

Pour le ministre responsable, il est trop tôt pour dire que le PQ se détourne de la «révolution démocratique» qu'il souhaite mettre en place. Le moment de vérité sera le congrès d'orientation.

«Je ne serai rassuré qu'à l'issue des états généraux et du congrès d'orientation. Je vois bien qu'il y a des résistances même au Parti québécois. Tout le monde n'est pas au même diapason. Moi, mon camp est clair, c'est celui du changement. Je n'ai pas envie de sortir du congrès d'orientation comme étant le parti du statu quo qui propose le mode de scrutin britannique et le système parlementaire d'origine britannique», affirme Jean-Pierre Charbonneau.

Quant au fait que le Parti libéral et l'Action démocratique ait jugé important de faire valoir leur opinion principalement sur la réforme du mode de scrutin, M. Charbonneau souligne que, sur ce point, «le Parti québécois avait un rattrapage à faire». «Le PQ avait ajourné ce débat-là jusqu'à après la souveraineté. [...] C'est clair que le Parti québécois, par rapport à l'ADQ ou même aux libéraux, avait un retard: le mode de scrutin, on n'en parlait plus depuis des années», rappelle-t-il.

M. Charbonneau souligne toutefois que les deux partis adverses, qui ont été desservis par le mode de scrutin lors des élections de 1998, n'ont rien fait pour que la question soit mise en avant; aucune question n'a été soulevée en Chambre et le caucus libéral a refusé de rencontrer les membres de la commission Béland, par exemple.



Jean-Pierre Charbonneau

BILAN

## La CSN se dresse devant l'ADQ

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, envisage la création d'une vaste coalition de centrales syndicales et de groupes communautaires afin de dénoncer les propositions de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et d'empêcher une victoire du parti de Mario Dumont aux prochaines élections provinciales. La CSN pourrait même proposer un vote stratégique à ses membres lors du scrutin, ce qui constituerait une toute nouvelle orientation pour ce syndicat.

«Tous ce champ est ouvert. Je pense qu'il y a lieu de bien mesurer les changements qui sont proposés par l'ADQ parce que les risques sont extrêmement importants pour la société québécoise. L'ADQ présente un programme radicalement à droite, en rupture totale avec nos valeurs collectives», a affirmé hier Claudette Carbonneau lors d'une conférence de presse où elle a dressé un bilan de l'année 2002 à la CSN, une année de «grand cru» pour les luttes syndicales, au cours de laquelle 1100 travailleurs ont été en grève ou en

lock-out, comparativement à une moyenne annuelle de 700.

Claudette Carbonneau a précisé que des discussions informelles ont eu lieu avec d'autres centrales syndicales et divers groupes communautaires dans le but de former une coalition anti-ADQ. «J'ai bien vu que les mêmes inquiétudes voient le jour dans les rangs d'autres organisations», a noté Mme Carbonneau sans donner plus de précisions sur la formation de cette coalition.

Les statuts et règlements de la CSN ne lui permettent pas de s'engager dans une action partisane pour appuyer un parti politique lors d'élections, «nécessaire indépendance» oblige, a précisé Mme Carbonneau. Sans contrevenir à cette règle, la centrale syndicale pourrait proposer un vote stratégique à ses membres. Une «consigne claire de combattre toutes les formations politiques qui présentent des programmes ouvertement de droite» pourrait circuler dans les rangs de la CSN et ainsi permettre de lutter contre l'ADQ, a souligné Mme Carbonneau. «Nous avons entrepris une réflexion sur le sujet. Nous aurons à revenir sur cette question à l'occasion du conseil confédéral du mois de mars», a-t-elle affirmé.

À tout le moins, la CSN procédera à une forme d'«éducation politique» auprès de son membership, notamment par la publication de brochures, afin d'«expliquer» les propositions adéquistes.

«Il est certain qu'à ce moment-ci, on n'appuiera pas une formation politique en particulier. Par ailleurs, nos statuts et règlements nous imposent des devoirs à l'égard de toutes les politiques qui contraignent aux intérêts généraux de la société», a-t-elle indiqué, précisant que «la CSN n'a jamais été frileuse et a toujours participé largement aux débats de société».

Selon Claudette Carbonneau, les prochaines élections constitueront un débat de société en soi. «2003, c'est une véritable année charnière pour la société québécoise, non pas parce que c'est une lutte à trois qui se profile mais parce qu'on risque d'assister pour la première fois à un débat clair entre des options de gauche et des options de droite», a-t-elle expliqué.

Mme Carbonneau qualifie les propositions adéquistes de «catastrophiques», qu'il s'agisse de l'apport du privé au système de soins de santé, des bons de garde et d'éducation ou du taux unique d'imposition. «Sur le plan de l'action syndicale, l'ADQ veut s'attaquer à la sécurité d'emploi, à la formule Rand, à l'accès à la syndicalisation. Il y a un danger important», a-t-elle dit. La présidente de la CSN compare également Mario Dumont à l'ex-premier ministre ontarien Mike Harris, «qui a sabré dans les services publics» malgré une mobilisation populaire contre ses orientations. «C'est un leurre de croire qu'après que ces formations politiques ont pris le pouvoir, on peut les faire reculer [...], qu'on peut laisser se détériorer les dispositifs publics et se permettre ensuite de rêver de les reconstruire», a-t-elle souligné.

Claudette Carbonneau se dit d'autant plus inquiète d'une éventuelle victoire adéquiste que les élections de 2003 risquent bien de coïncider avec des négociations importantes dans le secteur public, sur l'équité salariale et le renouvellement des conventions collectives. La centrale syndicale tentera alors de faire mettre de côté toute tentative de privatisation, d'augmenter la rémunération et d'améliorer les conditions de travail dans le secteur public.

«Mario Dumont annonce en sens la ligne dure, mais il y aura du monde très déterminé devant lui si jamais il accède au pouvoir. Il est hors de question de consentir aux détériorations que M. Dumont met en avant. Je l'ai vu faire des attaques frontales, notamment contre la sécurité d'emploi, que je considère quant à moi comme un manque total de vision».

En octobre et en décembre, des membres de la CSN se sont réunis en conseil confédéral afin de discuter de la montée de l'ADQ. La CSN n'est pas le seul syndicat à exprimer son inquiétude. Le président de la FTQ, Henri Massé, a manifesté lundi dernier son profond désaccord avec les propositions de l'ADQ et sa volonté de «sensibiliser» ses membres à la «catastrophe» adéquiste.

SERVICE À LA CLIENTÈLE - LE DEVOIR

## HORAIRE DU TEMPS DES FÊTES

Lundi, 30 décembre: 7h30 à 17h30  
Mardi, 31 décembre: 7h30 à 12h00 \*\*\*  
Mercredi, 1er janvier: Fermé  
Jeudi, 2 janvier: Fermé  
Vendredi, 3 janvier: 7h30 à 16h30

\*\*\* Pour être effectives le 3 janvier, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 31 décembre avant 10h00.

LE DEVOIR

DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR

Importations  
Jacardi Inc.  
Depuis 25 ans

Costumes pour hommes  
«Haut de gamme»

«Dormeuil» - «Lubiam»

Smokings - Chemises - Cravates  
Pantalons - Manteaux - Sportswear  
Importés d'Italie

Rapport qualité/prix inégalé

LUN 10 h à 18 h SAM 10 h à 16 h  
VEN Soir sur rendez-vous

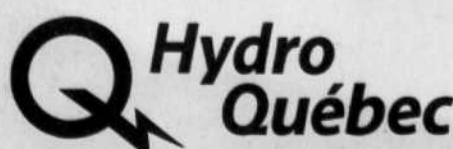
2015 Drummond, suite 102 (coin Maisonneuve)  
Montréal (514) 845-6067



Merci

aux employés et aux retraités d'Hydro-Québec  
pour leur généreuse contribution  
de 2 185 000 \$ à **Centraide**.

Comme chaque année, Hydro-Québec double ce montant,  
portant ainsi le don global à **4 370 000 \$**.



LE DEVOIR

# ACTUALITÉS

**Bijouterie Gambard**

Vente et service technique de Rolex

630-A RUE CATHART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL. 866-3876



**LE CLONAGE**  
avec Bernard Derome  
Des idées plein la tête  
DIMANCHE 13h



DAVID FRIEDMAN REUTERS

«Aujourd'hui, c'est mon jour!», a lancé hier en conférence de presse Brigitte Boisselier lors de l'annonce de la naissance du premier bébé clone.

Portrait de Brigitte Boisselier, présidente de la société de clonage humain Clonaid

## Celle par qui passe le frisson

LIBÉRATION

La dernière fois qu'elle est apparue en public, lors d'une audition au Sénat américain en mars 2001, elle était sur la défensive et ses longs cheveux étaient noirs. Hier, lors de la conférence de presse qu'elle donnait dans un hôtel d'Hollywood en Floride, elle rayonnait, et ses cheveux étaient orange et blanc. Brigitte Boisselier, directrice scientifique de Clonaid, annonçait, entre deux rires d'un bonheur visible, la naissance du premier clone humain: «Aujourd'hui, c'est mon jour!», commence-t-elle de sa voix d'aéroport, devant un parterre de journalistes extrêmement sceptiques, et pour cause. Clonaid est liée à la secte des raéliens, qui affirme que le monde a été créé par des extra-terrestres.

«Le premier bébé clone est né. Elle est née hier, à 11h 55 du matin... dans le pays dans lequel elle est née.» Boisselier ne donne pas le nom de l'enfant, proposant «Eve». Elle concède quelques détails: les parents sont Américains. L'enfant est le clone de sa mère, sa jumelle identique. Elle a été conçue à partir d'une cellule de la peau, suivant un procédé similaire à celui de la brebis Dolly. Sa mère a déjà eu une fille d'un premier mariage, mais son second mari est stérile.

Promesse

Boisselier ne fournit aucune preuve, promettant de laisser travailler une commission de scientifique sélectionnée par un journaliste pigiste de télévision, Michael Guillen. Ce dernier passe au micro et affirme gauchement à ses confères qu'il a posé à Clonaid deux conditions: travailler sans contrainte, pouvoir choisir des scientifiques indépendants. La salle veut lui poser des questions, il

s'enfuit: «Ce n'est pas ma conférence de presse.» Boisselier promet la preuve attendue pour dans «huit à neuf jours», et elle espère que les parents d'«Eve» finiront par présenter leur enfant au public. L'effet Brigitte Boisselier est une autre fois réussi.

Portrait d'une femme mystérieuse

Avant de rejoindre les raéliens, Brigitte Boisselier, 46 ans, n'avait rien d'une apprentie sorcière. Jusqu'en juillet 1997, celle qui vient d'annoncer la naissance d'un premier clone humain était cadre supérieur chez Air Liquide, responsable des ventes de gaz pour la région lyonnaise. Propulsée «évêque» de la secte, directrice scientifique puis p.-d.g. de la société Clonaid, on la voit désormais partout sur les sites raéliens, posant près d'un microscope.

Brigitte Boisselier est une vraie chimiste. Originnaire de Haute-Marne, elle a fait ses études scientifiques à l'Université de Dijon, où elle a obtenu un doctorat en chimie analytique en 1985. «Elle est partie à Houston faire un postdoctorat, et à son retour, elle a été engagée par Air Liquide», raconte un ancien collègue. Sa spécialité était donc le gaz et «toutes les méthodes permettant de séparer les mélanges gazeux».

Elle va passer dix ans au Centre de recherche d'Air Liquide, à Loges en Josas, dans les Yvelines, tout en collaborant aux travaux du laboratoire d'ingénierie moléculaire pour la séparation des gaz (IMSAG) de l'Université de Dijon. Elle y cosigne plusieurs brevets. Et son mari d'alors suit le même parcours. «Ses recherches n'avaient absolument aucune application biologique ou biomédicale», relève un des chercheurs de l'Université de Dijon. On appréciait alors sa «forte

personnalité». Après l'annonce de son entrée chez Raël, gardée secrète jusqu'en 1997, le vide se fait autour d'elle. Dans la presse, elle affirme avoir été «licenciée» d'Air Liquide pour ses convictions raéliennes. Elle perd aussi la garde de sa plus jeune fille «après une bataille juridique assez lourde et assez longue» avec son ex-mari et quitte la France pour le Québec — siège mondial de la secte — en 1998. Elle jure qu'elle ne remettra plus les pieds en France.

Ses nouvelles recherches vont faire frémir ses amis chimistes. Propulsée directrice scientifique de Clonaid — créée en 1997 —, elle voyage. Après des tentatives d'installation de labos en Virginie et aux Bahamas, le secret est de mise. «Je travaille à un endroit où le clonage n'est pas interdit», déclare-t-elle à la presse. En août 2000, elle annonce un premier projet de clonage, à partir des cellules d'un enfant de dix mois, mort accidentellement. En mars 2001, elle défend le projet des raéliens devant une commission du Congrès américain. «La science ne peut être arrêtée», lance-t-elle aux congressistes. L'opération financière non plus. Les couples candidats au clonage seraient déjà 250, chacun porteur d'un chèque de 200 000 \$US. Les raéliennes, futures mères porteuses, au nombre de 50. Et parmi elles, Marina, la fille aînée, majeure, de Brigitte Boisselier, qui espérait en janvier dernier, dans Marie Claire, être «la première».

À l'automne, lorsqu'elle annonce les premières «grossesses» de clones, la chimiste de «Raël» pro-



DAVID FRIEDMAN REUTERS

Michael Guillen

phétise: «Le clonage est pour nous une manière d'atteindre une forme de vie éternelle car en reproduisant à l'identique la cartographie d'un cerveau, il permettra bientôt de transférer une personnalité dans un nouveau corps.» L'immortalité est l'objectif numéro un de Claude Vorilhon, alias «Raël». À la fin des années 80, le fondateur de la secte avait un autre projet «scientifique» et recrutait des médecins légistes. La secte proposait à ses membres un prélèvement post mortem de leur os frontal. Les ainsi conservé, sous forme de poudre, permettrait aux extra-terrestres de disposer de l'ADN des Terriens volontaires et de les réincarner. C'était avant la naissance de Dolly, la course au clonage et le recrutement de Brigitte Boisselier.

HISTORIQUE

## La surenchère scientifique sur le clonage

Ils sont trois en lice dans la course au clone: Raël, Severino Antinori et Panos Zavos

CORINNE BENSIMON LIBÉRATION

La secte raélienne a de la suite dans les idées. Elle avait été la première à dire qu'elle ferait le premier clone humain. Elle est à présent la première à dire qu'elle a fait le premier clone humain. La science dira — peut-être — si elle l'a vraiment fait. En attendant, force est de constater que c'est l'un des groupuscules les plus hallucinés de la planète qui revendique l'hallucinante paternité du premier clone humain. Tout cela serait d'une logique rassurante — les fous font normalement des folies — si les raéliens avaient été les seuls à convoiter ce titre. Mais ils sont trois en lice dans la course au clone. Raël, représenté par Brigitte Boisselier, chimiste des métaux menant le combat d'une main de fer; Severino Antinori, gynécologue italien; Panos Zavos, andrologue américain. Rendons un ultime «hommage» au premier candidat cloneur: un médecin de Chicago du nom de Richard Seed, retourné à l'obscurité.

Dissension

Ce sont les raéliens qui ont donné le véritable coup d'envoi de la compétition, il y a six ans. Le 11 mars 1997, précisément. Deux semaines à peine après l'annonce, dans la revue scientifique *Nature*, de la naissance de la brebis Dolly en Écosse, «premier clone de mammifère adulte», la secte déclare qu'elle crée la Compagnie de clonage humain. Compagnie lucrative, aux tarifs sans pudeur: 200 000 \$ le clone. Elle peut se réjouir d'avoir le monopole du marché... pendant un an et demi.

En octobre 1998, Antinori se déclare à son tour prêt à cloner. Mais pas n'importe qui. Il se propose d'offrir le clonage à des couples qui ne peuvent avoir d'enfant par d'autres moyens. C'est que l'homme est gynécologue et se vante de mener un combat contre la stérilité. En 1994, il a été le premier à permettre à une femme ménopausée d'avoir un enfant — par fécondation *in vitro* et traitement hormonal. Cette fois, il entend donner une descendance — un fils jumeau — à des hommes, sans spermatozoïde.

En janvier 2001, Severino Antinori fonde avec l'Américain Panos

Zavos le Consortium international pour le clonage humain, promettant un premier bébé «d'ici 18 mois à deux ans». Zavos est un andrologue dont le seul titre de gloire est d'avoir inventé un système douteux de tri des spermatozoïdes en fonction du sexe et d'avoir été licencié de l'hôpital universitaire du Kentucky avant de créer, dans le même État, une clinique de fécondation assistée. Le tandem s'affiche à Rome en mars 2001 pour une conférence *in vitro* et à Washington le 7 août 2001 devant les académies des sciences américaines. Des scientifiques crient au scandale, dénonçant les risques encourus par les mères et les bébés nés de clonage — au vu des expériences sur l'animal. Ian Wilmut, «père» de la brebis Dolly, signe dans *Science* un article titré «Ne clonez pas les humains», vibrant comme un *J'accuse*. Mais la course s'accélère d'autant que la dissension règne chez les scientifiques et dans la communauté internationale.

Poker

Fin 2001, le compte à rebours commence. En octobre, Zavos déclare à *Libération* que le premier embryon de clone humain sera créé «d'ici Noël». En avril 2002, Antinori annonce, depuis Abou Dhabi, qu'une grossesse est en route. En novembre 2002, le gynécologue italien — qui s'est fâché avec Zavos — affirme pour la énième fois qu'un clone naîtra en janvier 2003, ce qu'il a répété hier. À chaque fois, les raéliens relancent, comme au poker: plus de femmes enceintes, plus de clones, plus tôt. «Aux alentours de Noël», avaient-ils promis. Gagné? Si oui, c'est une défaite pour Antinori. Et pour le genre humain.

**Denis Vaugoels America**  
L'expédition de Lewis & Clark et la naissance d'une nouvelle puissance

264 pages, broché, couverture, 39 \$

D'où vient cette Amérique dont est si fier George Bush? Pourquoi États-Unis = America? Quel fut l'impact de l'expédition Lewis & Clark? Quel fut le rôle des Canadiens et des Indiens?

**SEPTENTRION**  
www.septentrion.qc.ca

**Loterie Québec Résultats**

**6/49** Tirage du 2002-12-25  
01 17 19 22 36 44  
Complémentaire: (21)

GAGNANTS	LOTS	Montant
6/6	0	2 000 000,00 \$
5/6+	2	291 357,30 \$
5/6	260	1 792,90 \$
4/6	13 232	67,50 \$
3/6	246 728	10,00 \$
Ventes totales:		14 115 654 \$
Prochain gros lot (approx.):		5 000 000 \$

**Orchestr** Tirage du 2002-12-25  
03 10 35 36 37 38  
Complémentaire: (40)

GAGNANTS	LOTS	Montant
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	1	50 000,00 \$
5/6	9	500,00 \$
4/6	832	50,00 \$
3/6	16 162	5,00 \$
Ventes totales:		567 935,50 \$

**Extra** Tirage du 2002-12-25

NUMÉROS	LOTS	Montant
964609	100 000 \$	
64609	1 000 \$	
4609	250 \$	
609	50 \$	
09	10 \$	
9	2 \$	

Les modalités d'encasement des billets gagnants parviennent au verso des billets. En cas de départ en cette date et la date officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**MISE SUR TOI**  
1 866 509 JEUX

Dès le mois de décembre, venez profiter

des **prix givrés** chez **Patrimoine**

Avec une salle de montre nouvellement agrandie, **Patrimoine** lance dès décembre sa vente des **prix givrés** sur ses mobiliers démonstrateurs sélectionnés, dont plusieurs livrables avant Noël.

Cette année, gâtez-vous avec chaleur et confort grâce à **Patrimoine**.



**Patrimoine**

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle)  
Laval (Qc) H7T 2P7 (450) 687-6867

HORAIRE DES FÊTES

Ven. 27 11h à 21h  
Sam. 28 10h à 17h  
Dim. 29 12h à 17h  
Lun. 30 11h à 17h  
Mar. 31 FERMÉ

**EBEL**



CLASSIC WAVE

**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-4651

# DANS LA VIE CERTAINS GRIMPENT, D'AUTRES PLONGENT

À TOI qui te soucies de la beauté du monde

Je me réjouis autant de l'ascension possible du K2  
par notre équipe cet hiver que de la chute de Monsanto

CHEF-ADJOINT DE L'EXPÉDITION K2, JACQUES OLEK POUR BLACKS INTERNATIONAL



L'équipe internationale de la première expédition hivernale du K2 face nord – 2002/2003 : Pologne, Canada, Géorgie, Kazakhstan, Uzbekistan, Hunza, Népal, Chine



## LE JOURNAL LE MONDE DU 20 DÉCEMBRE 2002 TITRAIT :

**Le patron de Monsanto, prophète des OGM, démissionne pour cause de mauvais résultats.**

[...] le groupe américain Monsanto, numéro un mondial du secteur, plonge dans le rouge. Son PDG belge, Hendrick Verfaillie, a présenté sa démission.

[...] l'information a entraîné une chute de plus de 10% du titre Monsanto à la bourse de New York.

et

[...] pertes nettes se sont élevées à 165 millions de dollars [...], au troisième trimestre, et à 1,754 milliards de dollars au cours des neuf mois de 2002.

[...] Après vingt six ans passé chez Monsanto, M, Verfaillie, était intarissable sur ce qu'il considérait comme «la révolution des biotechnologies agricoles». L'homme avait récemment promis à la ville de Saint Louis de devenir «La silicon Valley de l'industrie des sciences de la vie». Il est parti avant d'avoir pu réaliser son rêve.

**Monsanto s'est fait connaître pour son professionnalisme déjà pendant la guerre du Vietnam.**

Entre 1962 et 1970, 72 millions de litres d'agent orange produit par Monsanto (dont 40 millions de litres de dioxine) ont été répandus sur le Vietnam, ce qui a causé les malformations monstrueuses chez 500 000 bébés vietnamiens, et provoqué de nombreuses maladies incurables chez 800 000 adultes.



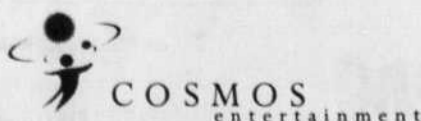
**Blacks  
INTERNATIONAL  
DEPUIS 1863**

Fournisseur d'équipement et de vêtements sport mode :  
pour le trekking, le voyage et la montagne

3525, ch. Queen-Mary  
Montréal (Québec) H3V 1H9  
Tél. : 739-4451 / 2141  
Côte-des-Neiges

1101, rue Laurier Ouest  
Outremont (Québec) H2V 2L3  
Tél. : 271-1314 / 2126  
Laurier

[www.blacksinternational.com](http://www.blacksinternational.com)  
[info@blacksinternational.com](mailto:info@blacksinternational.com)



LEMÉAC  
Café-Bistrot



## • LES ACTUALITÉS •

## La flamme souverainiste relance le membership du PQ

KATHLEEN LÈVESQUE  
LE DEVOIR

Le déclenchement d'un compte à rebours pour la tenue d'un référendum dans 1000 jours, lancé par Bernard Landry lors du conseil national de Gatiénu de septembre dernier, a eu un effet sur le membership du Parti québécois, qui a alors augmenté de 5000 personnes.

Pour le directeur des communications du PQ, Luc Trottier, il est évident que l'appel à la mobilisation en vue de l'accession du Québec à la souveraineté est à l'origine de cette augmentation. «C'est l'horizon d'un référendum qui a généré l'adhésion de 5000 nouveaux membres», assure-t-il.

M. Trottier est toutefois moins clair quant au nombre exact de membres. Le registre de membres compte 100 000 personnes, selon M. Trottier. Mais c'est en comptant les cartes à renouveler et les sympathisants. «On arrive à la période de l'année où il y a le plus de renouvellements. Mais on compte 25 000 personnes de plus dans le registre depuis l'arrivée de M. Landry», explique-t-il.

Au moment où Bernard Landry est devenu président du PQ, le membership était dans un creux semblable à l'époque du beau risque de Pierre Marc Johnson, soit autour de 50 000. M. Landry espérait alors donner un nouvel élan au PQ.

Selon le dernier sondage Léger Marketing publié par *Le Devoir* le 13 décembre, un souverainiste sur deux échappe au Parti québécois, 48 % des souverainistes préférant accorder leur appui à l'Action démocratique ou au Parti libéral du Québec. Malgré tout, on estime au PQ que souffler sur la flamme souverainiste permet de ramener des péquistes au bercail.

À l'inverse, on croit à l'ADQ que c'est le nouveau discours politique de Mario Dumont, loin de la question nationale, qui amène des citoyens à adhérer à ce parti. La croissance du membership du PQ n'a d'ailleurs pas la même ampleur que celle qu'a connue l'Action démocratique au cours de la dernière année.

À l'automne 2001, l'ADQ n'était qu'un tiers parti comptant environ 10 000 membres. Puis le printemps dernier est venu tout bousculer. Actuellement, il y a quelque 40 000 membres dans l'équipe de Mario Dumont. Et la tendance est toujours à la hausse, affirme le directeur des communications du parti, Guy Therrien.

«Déjà en mai, il y avait eu l'effet Saguenay. Et à partir des victoires de juin [dans les circonscriptions de Joliette, Berthier et Vimont], on s'est mis à recevoir entre 1000 et 2000 nouveaux membres par semaine», raconte M. Therrien.

C'est avec fierté que le chef adéquate a révélé le nombre de membres lors de l'inauguration à la mi-décembre des nouveaux bureaux de l'ADQ. M. Dumont y voyait un signe de santé pour son parti, qui «a réussi à sortir le Québec de ses ornières constitutionnelles».

Du côté des libéraux, le membership se porte plutôt bien, avec 122 000 membres en règle. Le directeur général du PLQ, Joël Gauthier, se montre également enthousiaste quant au financement en vue des élections. «Nous aurons amassé autant en 2002 qu'en 2001, soit au moins six millions», assure-t-il. Mais le montant exact de la somme sera connu lors du conseil général prévu pour la mi-mars.

Le conseil général pourrait être devancé s'il devait y avoir déclenchement des élections au printemps. Le même scénario est à l'ordre du jour à l'ADQ, soit la tenue d'un conseil général extraordinaire pour l'adoption de la plate-forme électorale avant mars s'il y a des indices pour un scrutin printanier.

Pour ce qui est du financement à l'ADQ, Guy Therrien se montre confiant d'atteindre l'objectif de quatre millions. Déjà, un million a été amassé pour la campagne de financement spécifique pour l'organisation nationale.

Dans les circonscriptions, l'objectif est donc de trois millions. Une partie du financement est assurée par les aspirants candidats, qui doivent fournir 1000 \$ à la caisse électorale et vendre au moins 50 cartes de membres. Il s'agit d'un préalable pour espérer se présenter sous la bannière adéquate.

Au Parti québécois, 3,7 des 3,9 millions prévus pour 2002 ont été amassés jusqu'ici, précise Luc Trottier. La prochaine campagne de financement sera lancée lors du conseil national des 1<sup>er</sup> et 2 février à Trois-Rivières. Un mois plus tard, soit les 7, 8 et 9 mars, les militants péquistes ont rendez-vous de nouveau pour la tenue d'un congrès d'orientation à Montréal.

Après un automne bien rempli, les trois partis accéléreront le rythme de travail. Ce sera notamment le cas en ce qui concerne les assemblées d'investissement. Par exemple, l'ADQ prévoit tenir sept assemblées d'investissement au cours de la seule semaine du 12 janvier.

## Une lettre d'intention suffira pour respecter l'échéance du registre des armes

Pour les lobbys des armes à feu et l'Alliance canadienne, il s'agit là d'un aveu d'échec du gouvernement au sujet du programme controversé

MARIA BABBAGE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les propriétaires d'armes à feu qui peinent à respecter la date limite du 31 décembre pour enregistrer celles-ci peuvent désormais se contenter d'envoyer une lettre d'intention avant la fin de l'année, a annoncé hier le ministre fédéral de la Justice, Martin Cauchon.

Les lobbys des armes à feu et l'Alliance canadienne n'ont pas tardé à réagir: pour eux, il s'agit là d'un aveu d'échec du gouvernement au sujet du programme controversé.

En raison du «grand nombre d'appels» et de courriels reçus au Centre canadien des armes à feu (CCAF), le ministère de la Justice a fait savoir hier qu'il prenait des «mesures supplémentaires» afin de permettre aux propriétaires de respecter l'échéance.

À la mi-décembre, le CCAF a reçu pas moins de 40 000 demandes d'enregistrement en une seule semaine, a indiqué la porte-parole Chantale Breton. La centaine d'employés reçoit «des milliers» d'appels et environ 300 courriels par jour, a-t-elle précisé.

«Nous n'avons absolument pas l'intention de pénaliser les Canadiens et les Canadiennes respectueux de la loi», a soutenu le mi-

nistre Cauchon dans un communiqué de presse.

«Le gouvernement du Canada fait tous les efforts possibles pour aider les propriétaires d'armes à feu à respecter les exigences de la Loi sur les armes à feu en matière de délivrance de permis et d'enregistrement. Ces mesures spéciales protégeront les Canadiens qui agissent en vue de se conformer à la loi.»

D'ici au 31 décembre 2002, les titulaires de permis qui tentent d'enregistrer leurs armes à feu ou qui veulent obtenir un formulaire pour le faire peuvent s'adresser au CCAF par écrit et déclarer vouloir enregistrer leurs armes. La déclaration doit comprendre le nom complet du titulaire, son adresse et le numéro du permis d'armes à feu ou de l'autorisation d'acquisition.

Envoyer une lettre d'intention ne dispensera pas les propriétaires de soumettre, d'ici six mois, une demande d'enregistrement pour leurs armes à feu, a insisté le ministre.

L'assouplissement annoncé hier par M. Cauchon est un «aveu d'échec», a martelé le président de la National Firearms Association, Jim Hinter, qui demande l'annulation pure et simple du programme.

«Ils font ça pour se protéger», a renchéri le député allianciste Ger-

ry Bretkreuz, accusant le gouvernement d'être incapable de gérer le programme.

L'annonce d'hier survient après que M. Cauchon eut passé des semaines à défendre auprès de la population les coûts prohibitifs du programme.

Au début de décembre, la vérificatrice générale, Sheila Fraser, révélait que le registre des armes à feu, qui devait coûter deux millions de dollars au gouvernement, coûtera finalement un milliard d'ici 2005.

La Loi sur les armes à feu de 1995 fixait au 1<sup>er</sup> janvier 2001 la date limite pour l'obtention des permis de possession d'armes à feu et au 1<sup>er</sup> janvier 2003 l'échéance pour l'enregistrement de toutes les armes.

Le ministère souligne que 1,9 million de Canadiens sont titulaires d'un permis d'armes à feu, sur un total estimé de 2,1 millions de propriétaires. Or le quart de ces propriétaires n'ont pas encore enregistré leurs armes.

Les particuliers peuvent faire parvenir leur déclaration par courriel ([canadian.firearmsjustice.gc.ca](mailto:canadian.firearmsjustice.gc.ca)), par télécopieur (au 1 800 411-0622) ou par envoi postal, daté au plus tard du 31 décembre 2002, à l'adresse suivante: B. P. 1200, Miramichi (Nouveau-Brunswick) E1N 5Z3.

### EN BREF

#### Une petite ville californienne vendue sur eBay

San Francisco (Reuters) — Une petite ville de Californie de 670 habitants s'est vendue hier sur le site Internet d'eBay pour 1,78 million \$US, bien au delà des 5000 \$

proposés par le premier enchérisseur, fin novembre. Le lot comprend les terres de Bridgeville, ancienne ville forestière située à 400 kilomètres au nord de San Francisco, plusieurs bâtiments et un tracteur, mais le pont et l'école ne sont pas compris. L'offre d'achat doit encore être confirmée par les vendeurs, la famille Lapple, qui avait acheté le terrain

pour 150 000 \$ en 1972. Les enchères se sont emballées pendant les fêtes de Noël, avec des offres venant du monde entier, faisant monter le prix en flèche. L'acheteur reste pour l'instant inconnu. Il y a quelques semaines, la rumeur s'était répandue sur Internet que la ville dans laquelle le chanteur Eminem a grandi dans le Michigan était en vente, mais

l'offre, de plusieurs millions de dollars, s'est révélée fautive.

#### En 2002, mars a été plus froid que janvier

Toronto (PC) — Les terrasses ouvertes à la mi-avril à Montréal et

de la neige dans les Prairies à la fin juillet: avec de telles constatations, les climatologues d'Environnement Canada n'ont pu faire autrement que de qualifier de «folles» les conditions climatiques en 2002. Et dire que la tendance doit se poursuivre l'an prochain... Dave Phillips, climatologue à Environnement Canada, prévoit en effet que 2003 sera exceptionnellement

chaud et orageux en raison du phénomène El Niño. «Une chose est sûre: nous aurons du temps encore plus bizarre», a-t-il affirmé. L'hiver a été doux, et le printemps, plus froid que janvier. Quand l'été est finalement arrivé, il a été chaud au point d'en être étonnant — et il a semblé sans fin. Ce n'est pas tous les ans que septembre est plus chaud que juin!

# JONES NEW YORK

SOLDE  
DU LENDEMAIN DE NOËL  
CONTINU

Jusqu'à **60%** de rabais

Collections Régulières, Petites et Tailles fortes

# OGILVY

1307, RUE STE-CATHERINE OUEST, ANGLE DE LA MONTAGNE • (514) 842-7711, POSTE 238  
WWW.OGILVYCANADA.COM

# LAUREN

RALPH LAUREN

SOLDE  
DU LENDEMAIN DE NOËL  
CONTINU

Jusqu'à **60%** de rabais

Collections Régulières, Petites et Tailles fortes

# OGILVY

1307, RUE STE-CATHERINE OUEST, ANGLE DE LA MONTAGNE • (514) 842-7711, POSTE 238  
WWW.OGILVYCANADA.COM

## • LES ACTUALITÉS •

# Les fusions municipales ont-elles tenu leurs promesses?

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

En décrétant les fusions municipales en 2000, le gouvernement péquiste avait de grandes ambitions: il désirait insuffler aux nouvelles villes une vigueur et un poids économique susceptibles de mieux les positionner sur le plan international. Il voulait aussi offrir aux citoyens une structure municipale plus efficace et moins coûteuse. Les fusions municipales ont-elles tenu leurs promesses?

### Les économies d'échelle

En novembre 2000, l'ancien premier ministre Lucien Bouchard avait clamé qu'il était «impossible» que les fusions ne génèrent pas d'économies d'échelle. Il évoquait alors une diminution des dépenses pouvant aller jusqu'à 5 %, conséquence de la réduction du personnel grâce à l'attrition.

Le budget de la Ville de Montréal, dévoilé il y a un mois, ne laisse pas entrevoir de résultats aussi probants. En 2002, l'administration de Gérard Tremblay a réussi à dégager une maigre économie de 45 millions, alors qu'en 2003, celle-ci se limitera à 35 millions, soit moins de 1 % de son budget de 3,6 milliards. De plus, la taille des effectifs a peu changé: on a annoncé une augmentation équivalant à 236 années-personnes, ce qui annule du même coup les économies provenant de la mise à la retraite de 280 employés.

Il ne faudra pas être pressé pour voir des économies d'échelle se réaliser, croit Jean-François Léonard, professeur de science politique à l'UQAM, qui ne les attend pas avant peut-être... vingt ans. «Montréal a une trentaine d'années à rattraper», dit-il.

«Dans toutes les institutions que j'ai vues, les modifications organisationnelles à somme nulle n'existent pas. Il est possible de faire des économies sur un certain nombre de choses, mais le problème, c'est que les municipalités n'étaient pas toutes dans le même état au point de départ», indique-t-il. L'état lamentable du système d'égouts dans certaines municipalités de banlieue ou la réorganisation du système informatique requerront des investissements importants, ajoute-t-il.

### Diminution des taxes

Pour vendre l'idée de sa réforme, Québec avait fait valoir que si les citoyens des municipalités de banlieue plus cosues pouvaient s'attendre à des augmentations de taxes au lendemain des fusions, une majorité de futurs Montréalais verraient tout de même leur compte de taxes baisser. Lucien

Bouchard avait même prédit que 85 % des résidents de l'île paieraient moins de taxes.

À la lumière du budget 2003, ce sont plutôt 54,1 % des nouveaux Montréalais qui auront droit à des baisses de taxes. «Une baisse pour 54 % des Montréalais, c'est pas mal du tout. Je n'ai pas de problème avec ça», tranche Jean-François Léonard.

Yvon Cyrenne, associé fiscaliste à la firme Raymond Chabot Grant Thornton, n'est pas du même avis. Les citoyens des ex-banlieues paient bien cher les dettes de l'ancienne Ville de Montréal, et ce, malgré les avertissements de la commission Bédard, où il a siégé: «Ils ont fait exactement ce que la commission Bédard disait de ne pas faire: pénaliser les municipalités bien gérées.»

### De meilleurs services

Le regroupement des municipalités devait aussi permettre d'offrir de meilleurs services à la population, et ce, à moindre coût. Il est plus ardu d'en mesurer les résultats aujourd'hui. Les iniquités demeurent entre les arrondissements, la centralisation de certains services a chambardé les habitudes, mais sur le terrain, les citoyens n'ont pas nécessairement constaté de différence réelle dans les services comme la collecte des déchets ou le déneigement.

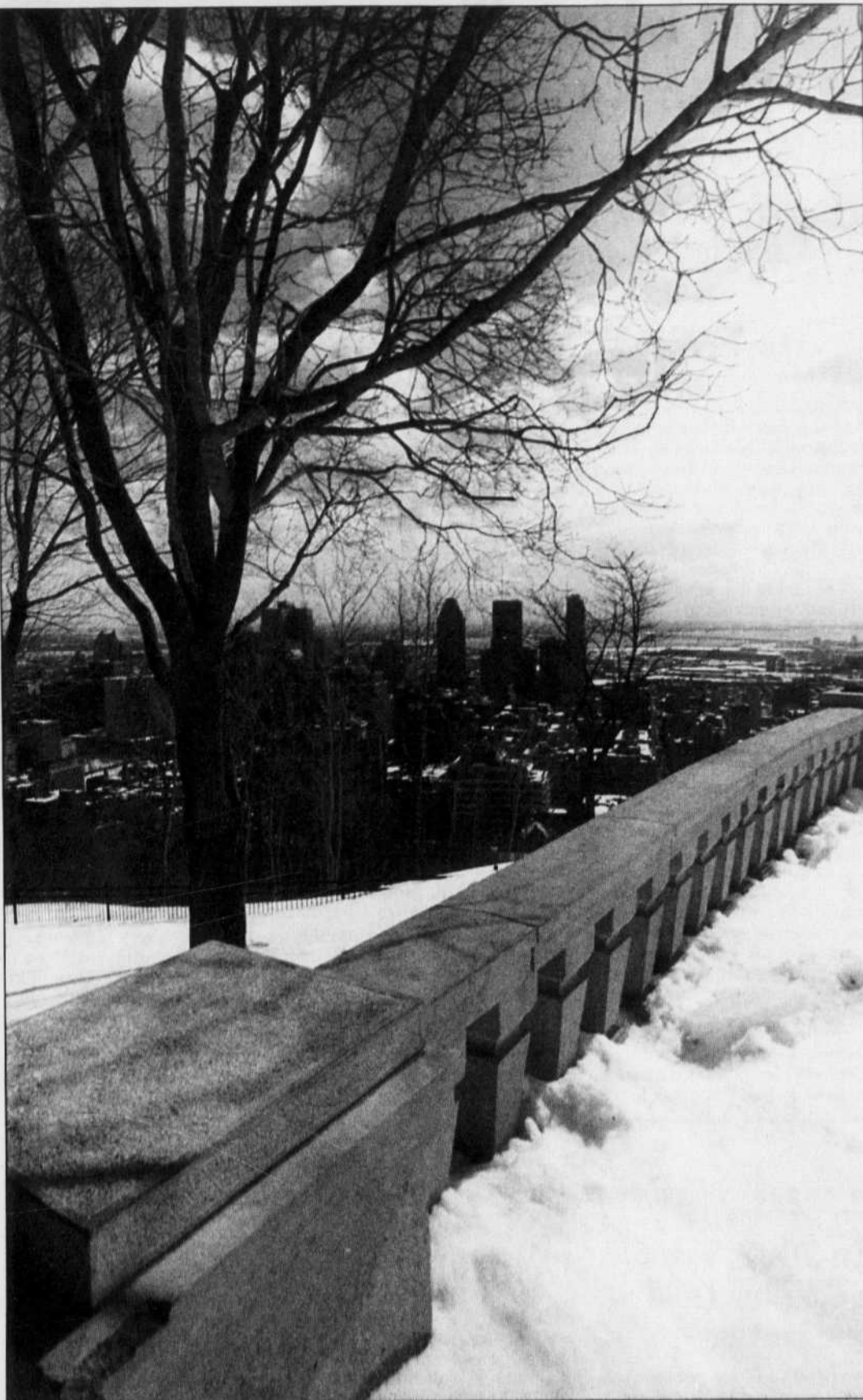
«Les banlieues ont offert les mêmes services. Beaucoup d'entre elles se sont d'ailleurs fait un point d'honneur de dire que les citoyens ne verraient pas la différence entre le 31 décembre et le 2 janvier», convient M. Léonard.

Selon lui, s'il y a une chose sur laquelle tous s'entendent, c'est la fusion du service de prévention des incendies à la grandeur de l'île, susceptible de créer des économies. Les plus petites municipalités, comme Montréal-Ouest, ne peuvent que s'en réjouir, dit-il.

### Harmonisation des conventions collectives

La loi 170 prévoit et impose aux municipalités fusionnées l'harmonisation et le renouvellement des conventions collectives à coût nul. Pour Montréal, où on devra réduire le nombre de conventions collectives de vingt-neuf à neuf seulement, cet exercice s'annonce fort périlleux, d'autant plus que les négociations semblent plutôt mal engagées avec les cols bleus et les pompiers, pour ne nommer qu'eux.

Jean-François Léonard doute qu'une administration municipale puisse jamais résoudre le casse-tête que posent les cols bleus dirigés par Jean Lapierre. «La solution devra venir de Québec, soit par une modification au Code du travail, soit par décret. Ce n'est pas pour rien que les cols bleus veulent signer leur convention collective avant que l'ADQ n'arrive au pouvoir.»



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Il ne faudra pas être pressé pour voir des économies d'échelle découlant des fusions se réaliser, croit Jean-François Léonard, professeur de science politique à l'UQAM, qui ne les attend pas avant peut-être... vingt ans. «Montréal a une trentaine d'années à rattraper», dit-il.

## MONTRÉAL

*Il est légitime de coordonner à l'échelle de l'île la planification des services comme les transports, l'eau, l'environnement et les espaces verts, croient certains élus, mais une vaste réflexion sur le partage des responsabilités entre le comité exécutif, le conseil municipal et les arrondissements doit s'amorcer*

SUITE DE LA PAGE A 1

donc attendre quatre ans, selon lui, pour se faire une idée juste de la réforme du gouvernement.

D'ici là, des ajustements s'imposent. La centralisation de certains services, incontournable dans le cadre des fusions municipales, continue de se heurter au souhait des arrondissements des ex-banlieues de conserver leur identité et une certaine autonomie.

Mal accueillies dans ces municipalités, les fusions ont réduit le nombre d'élus et modifié leur rôle auprès des citoyens qu'ils représentent. Avant les fusions, le district de Dida Berku, aujourd'hui conseillère dans Côte-Saint-Luc-Hampstead-Montréal-Ouest, comptait 3500 citoyens. Elle en représente 42 000 aujourd'hui. Et des trois maires et 18 conseillers qui géraient ces trois municipalités, il ne reste que trois conseillers, Montréal-Ouest n'ayant même plus de représentant. «C'est difficile de remplacer toute une tradition qui existait dans les anciennes municipalités, particulièrement dans Montréal-Ouest, où les associations de citoyens participaient activement aux assemblées du conseil municipal», indique Mme Berku.

Ce qui indispose davantage les élus des ex-banlieues, ce sont les pouvoirs au niveau local qu'ils ont dû sacrifier. «Le conseil d'arrondissement n'a plus de personnalité juridique», explique Mme Berku. Dans le cadre législatif créé par le comité de transition et par la loi 170, tous les pouvoirs touchant par exemple l'octroi des contrats et les droits de propriété relèvent maintenant de la ville centrale.

Résultat: les initiatives autrefois faciles à mettre en branle, par exemple la mise en vente d'un terrain dans l'arrondissement, exigent un délai minimal de trois mois, délai qui peut facilement se prolonger, toute décision prise par l'arrondissement devant ensuite être entérinée par le conseil municipal. Dans Verdun, rappelle Mme Berku, il a fallu neuf mois pour que l'arrondissement puisse faire une requête en démolition contre un restaurateur qui avait illégalement ajouté une terrasse à

son établissement. «Ce n'est pas normal», dit-elle.

En revanche, les arrondissements de l'ancienne Ville de Montréal ont vécu le phénomène inverse: la décentralisation prônée par l'administration a pris une autre dimension, accordant de nouveaux pouvoirs aux élus.

Il est légitime de coordonner à l'échelle de l'île la planification des services comme les transports, l'eau, l'environnement et les espaces verts, croient certains élus, mais une vaste réflexion sur le partage des responsabilités entre le comité exécutif, le conseil municipal et les arrondissements doit s'amorcer. Cette révision du cadre législatif de la délégation des pouvoirs devra obtenir l'assentiment de Québec.

Aussi, jusqu'à quel point devrait-on uniformiser les services sur tout le territoire? Devrait-on étendre à toute l'île des services établis dans l'ancien Montréal, par exemple les écoquartiers ou la distribution gratuite de fleurs aux citoyens? La liste des sujets de discussions chez les élus semble s'allonger à l'infini, même s'ils n'ont pas tous le même potentiel de controverse.

Ce nouveau partage des pouvoirs pourrait emprunter des détours insoupçonnés, croit Jean-François Léonard. Malgré une tendance à l'uniformisation, certains arrondissements pourraient prendre, à l'intérieur des pouvoirs qui leur sont accordés, des décisions qui heurteraient l'administration centrale. «Les problèmes, à mesure qu'ils vont être posés, devront être résolus. Ce sera stimulant de voir comment on va résoudre ces problèmes. C'est une bonne dynamique. C'est une chose propre à permettre l'écllosion de solutions différentes. À mon avis, la plus mauvaise des solutions, c'est la solution mur à mur», avance M. Léonard.

### Des dettes

Les fusions municipales n'ont pas réussi à soigner la santé financière précaire de Montréal. Selon Yvon Cyrenne, associé fiscaliste à la firme Raymond Chabot Grant Thornton, Montréal a d'énormes besoins, et le déficit actuariel de 1,8 milliard est un boulet que la



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les fusions municipales accordent un poids jusqu'ici inégalé aux syndicats engagés dans un processus de négociations. Malgré tout, le nombre accru de membres du syndicat des cols bleus dirigé par Jean Lapierre, ici en compagnie du maire Gérard Tremblay (à gauche) en janvier dernier, ne devrait pas changer beaucoup les règles du jeu.

municipalité continue de traîner. Remettre sur pied les finances de la Ville nécessiterait, selon lui, un ajout de quelque 300 millions à son budget chaque année, somme que le gouvernement du Québec devra un jour accepter de verser. «Québec aime beaucoup la péroration quand elle vient d'Ottawa, mais le gouvernement l'aime beaucoup moins quand c'est lui qui doit la faire vers ses villes», reproche M. Cyrenne.

«Dans plusieurs grandes villes aux États-Unis, à New York par exemple, les administrations municipales ont accès à des sommes provenant des impôts et bénéficient d'une part des revenus de la taxe de vente», poursuit-il.

En attendant le contrat de ville que l'administration doit conclure avec le gouvernement, plusieurs nouvelles sources de revenus ont été évoquées, qu'il s'agisse du transfert d'éléments d'actif ou d'une nouvelle taxe sur le stationnement. Yvon Cyrenne n'y croit pas, qualifiant la première solution de «virtuelle» et la seconde de très «dommageable», estimant que les automobilistes sont bien suffisamment taxés à Montréal. Le temps presse, dit-il. Montréal devra investir dans ses infrastructures, le logement social, et régler la question de son déficit une fois pour toutes.

### Des négociations ardues

Un autre défi hérité des fusions

attend la nouvelle administration, et il est de taille: s'entendre avec ses employés pour le renouvellement et l'harmonisation des conventions collectives.

Les fusions municipales accordent un poids jusqu'ici inégalé aux syndicats engagés dans un processus de négociations. Malgré tout, le nombre accru de membres du syndicat des cols bleus dirigé par Jean Lapierre ne change pas beaucoup les règles du jeu, estime Jean-François Léonard: «Il n'y a jamais eu, à ma connaissance, un maire à Montréal qui, depuis les années 50, a mis ses culottes face aux cols bleus. Qu'ils soient 2000 ou 6000, ça ne change pas grand-chose. Ils étaient

bien assez nombreux dans l'ancienne ville», commente-t-il.

Pour Raymond Proulx, de Démocratie, la fusion des syndicats constitue une catastrophe pour les résidents des anciennes villes de banlieue. Les employés municipaux de Montréal sont moins efficaces que ceux des petites villes, dit-il, citant l'exemple des employés municipaux de Kirkland, qui avaient l'habitude de dégager les entrées de cour des maisons des personnes âgées. Les cols bleus de l'ancienne Ville de Montréal, peu disposés à offrir un service personnalisé, feront disparaître ces traditions, et «leur culture va s'implanter chez les employés des anciennes banlieues», croit-il.

LE DEVOIR

## LE MONDE

46 morts en Tchétchénie

## Deux kamikazes foncent sur le siège du gouvernement prorusse

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Deux kamikazes ont fait exploser hier leurs véhicules devant le siège de l'administration tchétchéenne prorusse à Grozny, faisant au moins 46 morts et 76 blessés, soit l'attentat le plus meurtrier en Tchétchénie depuis l'intervention russe, le 1er octobre 1999.

Le chef de l'administration tchétchéenne prorusse Akhmad Kadyrov a immédiatement accusé le président indépendantiste Aslan Maskhadov d'être «le commanditaire de cette tragédie». Depuis Londres, l'émissaire de M. Maskhadov, Akhmed Zakaïev, a qualifié cette attaque de «succès» tout en démentant que le président tchétchéen y soit impliqué car «les forces armées tchétchéennes officielles n'utilisent pas de kamikazes».

Un responsable de l'état-major fédéral dans le Caucase, le colonel Ili Chabalkine, a accusé le principal chef de guerre radical, Chamil Bassaïev. Ce dernier «avait menacé de perpétrer des attentats à Grozny et dans d'autres localités»

tchétchéennes, a-t-il rappelé.

Un commandant rebelle a affirmé sur le site des indépendantistes radicaux, *kavkazcenter.com*, que l'attaque a été perpétrée par des «shahid [martyrs] tchétchéennes».

Au moins 46 personnes ont été tuées et 76 blessées dans l'explosion des deux véhicules, a annoncé l'agence de presse Interfax, citant un responsable du ministère russe des Situations d'urgence.

De son côté, le vice-ministre de l'Intérieur, Guennadi Korotkine, a indiqué à la chaîne de télévision publique russe Rossia qu'une centaine de personnes ont été blessées à la suite des deux explosions.

Les deux kamikazes étaient à bord d'un camion et d'une jeep militaire bourrés d'explosifs. Ils ont traversé trois postes de contrôle, défoncé une clôture et fait exploser les véhicules à une dizaine de mètres du bâtiment, se-

lon le ministère tchétchéen de l'Intérieur.

«Comment les terroristes ont-ils réussi à franchir une triple barrière et à atteindre le siège du gouvernement?», s'est insurgé M. Kadyrov.

«Comment des terroristes ont-ils pu franchir une triple barrière?»

Selon les premiers éléments de l'enquête, il y avait dans le seul camion l'équivalent d'une tonne de TNT.

Des corps démantibulés, ensanglantés, gisant au milieu de gravats, un cratère de dix mètres de diamètre et de quatre mètres de profondeur témoignent de la violence des explosions.

Le bâtiment, dans lequel se trouvaient entre 150 et 200 personnes, selon les autorités locales, n'est plus qu'une ruine. Seuls les murs de façade ont résisté aux déflagrations, d'après les images de la télévision publique Rossia.

Ni M. Kadyrov, qui était à Moscou au moment de l'attentat, ni le premier ministre tchétchéen prorusse Mikhaïl Babitch ne figu-

rent au nombre des victimes.

A Moscou, la sécurité a été renforcée, notamment dans les bâtiments publics et le métro, les congés des policiers ont été annulés et les patrouilles multipliées.

Avertissement

Après la prise d'otages dans un théâtre de Moscou (du 23 au 26 octobre), Chamil Bassaïev avait averti que la guerre serait désormais menée par des commandos suicide sur tout le territoire russe.

Dans le théâtre, les 41 membres du commando indépendantiste et 129 des quelque 800 otages avaient été tués, la grande majorité empoisonnée par le gaz utilisé lors de l'assaut des forces de l'ordre.

Le représentant du président Vladimir Poutine pour les droits de l'homme en Tchétchénie, Abdoul-Khakim Soultgov, a jugé que ces attentats suicide avaient pour but d'effrayer la population et de «faire échouer le référendum sur la Constitution tchétchéenne», qui devrait avoir lieu en mars prochain.

## Un scientifique irakien est interrogé sur un programme suspect

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Les inspecteurs de l'ONU ont auditionné hier un scientifique irakien impliqué dans un programme militaire, considéré par eux comme «un possible prélude à un programme nucléaire clandestin», un mois exactement après la reprise de leur travail dans le pays.

Ce scientifique est «le docteur Kadhoun Jameel, travaillant à la compagnie al-Rayaa, qui appartient à l'industrie militaire irakienne», selon un communiqué du ministère irakien des Affaires étrangères.

Le porte-parole des inspecteurs Hiro Ueki avait annoncé, dans un communiqué publié à la fin de la 28<sup>e</sup> journée des inspections commencées le 27 novembre, l'audition de ce scientifique, travaillant dans «une firme d'Etat très connue», qui «a fourni des détails techniques sur un programme militaire» considéré comme «un possible prélude à un programme nucléaire clandestin».

«Ce programme a suscité une attention considérable en tant que possible prélude à un pro-

gramme nucléaire clandestin», a-t-il souligné.

«Les réponses [fournies par le D<sup>r</sup> Jameel] seront d'une grande utilité pour compléter l'évaluation de l'AIEA sur les activités nucléaires de l'Irak, indique le communiqué de M. Ueki.

Tuyaux d'aluminium

Le D<sup>r</sup> Jameel «est spécialisé dans les tuyaux d'aluminium utilisés pour fabriquer des roquettes de calibre 81 mm et d'une portée de 10 kilomètres», précise le communiqué du ministère. Un rapport publié récemment par le gouvernement britannique sur les armes irakiennes accuse «injustement» l'Irak d'utiliser ces tuyaux pour tenter de fabriquer de l'uranium enrichi, poursuit-il.

M. Ueki a déclaré à l'AFP par téléphone que l'entretien d'hier était «la deuxième audition formelle» menée par les inspecteurs de l'ONU depuis la reprise mardi de leur programme d'auditions. Les auditions de scientifiques et d'ingénieurs avaient cessé en décembre 1998 lorsque la précédente mission de l'ONU en Irak, l'UNSCOM, avait quitté le pays.

## Quatre colons israéliens sont tués près de Hébron

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Quatre Israéliens ont été tués et huit autres blessés hier soir dans la colonie d'Otnei, près de Hébron (sud de la Cisjordanie), par deux assaillants palestiniens du Jihad islamique qui ont ensuite été abattus par l'armée, a-t-on appris de source militaire.

L'un des assaillants a été tué par l'armée peu après l'attaque, tandis que le deuxième, qui avait réussi à s'enfuir, a été cerné et abattu par une unité de l'armée aux abords du village palestinien de Dahiriya, au sud de la colonie. Trois soldats israéliens ont été blessés lors d'échanges de tirs, dont un grièvement, selon la même source.

En début de soirée, le commando palestinien a réussi à entrer dans une école talmudique et à s'approcher du réfectoire de la colonie et a ouvert le feu à l'arme automatique, alors que les habitants célébraient le début du shabbat, selon la télévision publique.

Selon Yéhoua Mandela, porte-

parole du Maguen David Adom, l'équivalent israélien de la Croix-Rouge, «deux blessés grièvement atteints ont été évacués par hélicoptère vers l'hôpital Ein Kerem de Jérusalem, et les autres plus légèrement atteints vers l'hôpital Soroka de Beersheba [désert du Néguev, sud] et d'autres établissements».

Le chef du mouvement radical Jihad islamique, Ramadan Challah, a affirmé dans une déclaration à la télévision qatarie al-Jazira que son mouvement avait mené l'attaque. «Les héros des Brigades Al-Qods [bras armé du Jihad islamique] ont mené l'opération», a déclaré Ramadan Challah.

Il a affirmé que cette attaque constituait «un message clair à l'ennemi sioniste, selon lequel il ne peut jouir de la sécurité tant qu'il commet des massacres à l'instar de celui de jeudi à l'encontre du peuple palestinien».

Il faisait référence à la mort de neuf Palestiniens jeudi, sept lors d'opérations de l'armée en Cisjordanie et deux autres dans la bande de Gaza lors d'une attaque avortée contre une colonie.

## L'ONU veut maintenir ses inspecteurs en Corée du Nord

AGENCE FRANCE-PRESSE

Vienne — Les Nations unies ont insisté hier pour maintenir des inspecteurs en Corée du Nord, qui a annoncé le redémarrage d'une centrale nucléaire capable de produire du plutonium militaire au mépris des pressions internationales.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organe des Nations unies basé à Vienne, avait reçu hier une lettre des autorités nord-coréennes demandant le «retrait immédiat» des inspecteurs.

Le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, a répondu que leur départ ne ferait qu'aggraver la crise ouverte par la relance du programme nucléaire d'un pays qui, selon les experts, est sur le point de se doter de l'arme nucléaire.

Dans sa lettre, M. ElBaradei demande à Pyongyang d'autoriser les inspecteurs à rester sur le complexe nucléaire de Yongbyon pour surveiller le chargement annoncé du réacteur et réinstaller les scellés et les caméras de surveillance que les Nord-Coréens ont commencé à retirer depuis une semaine.

L'AIEA, a expliqué un responsable de l'agence, entend ainsi rappeler à la Corée du Nord qu'elle est toujours tenue par les accords qu'elle a signés et qui l'engagent «à avoir des inspecteurs sur place quand on charge un réacteur et à avoir des caméras dans les installations nucléaires et des scellés sur le matériel nucléaire».

Après avoir brisé les scellés apposés sur un dépôt de 8000 barres de carburant nucléaire irradié, les Nord-Coréens ont commencé à les transporter à côté du réacteur de cinq mégawatts dont le fonctionnement était gelé depuis 1994.

La Corée du Nord affirme qu'elle ne relance le réacteur de Yongbyon situé à 100 km au nord de la capitale Pyongyang que pour produire de l'électricité.

Les Etats-Unis ne négocieront pas avec la Corée du Nord «sous la menace ou à la suite des engagements rompus» et ont demandé à Pyongyang de «revenir sur sa décision» d'expulser des inspecteurs de l'AIEA, a annoncé hier la Maison-Blanche.

«Nous cherchons à obtenir un règlement pacifique de la situation que la Corée du Nord a créée», a déclaré une porte-parole de la Maison-Blanche, Claire Buchan, qui a indiqué que le président américain George W. Bush suivait la situation de près.

«Nous appelons la Corée du Nord à revenir sur sa décision et à prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer de nouveau à l'accord passé avec l'AIEA et éliminer son programme nucléaire de manière vérifiable», selon la porte-parole.

Mme Buchan a catégoriquement rejeté l'explication de sa décision donnée par le régime nord-coréen, assurant qu'il «ne s'agit pas de produire de l'électricité mais de faire progresser des capacités d'armement nucléaire».

## Officier indonésien condamné

REUTERS

Jakarta — Un officier indonésien poursuivi pour crimes contre l'humanité a été condamné hier à cinq ans de prison par un tribunal de Jakarta pour des violences commises au Timor oriental en 1999. Le tribunal a reproché au lieutenant-colonel Soedjarwo, ancien chef militaire de Dili, la capitale du Timor oriental, de ne pas avoir empêché les attaques commises contre le domicile de l'archevêque Carlos Belo, qui se sont soldées par un grand nombre de victimes.

Le Parquet avait réclamé dix ans de prison contre Soedjarwo, qui a dé-

cidé de faire appel. Ce premier verdict prononcé contre un responsable des forces de l'ordre indonésiennes a été critiqué par des militants des droits de l'homme, qui y voient une tentative de compenser les acquittements de dix militaires et policiers accusés d'avoir participé aux violences ayant émaillé le référendum sur l'indépendance du Timor, qui ont fait plus d'un millier de morts selon les Nations unies. Le domicile de Belo, qui a reçu depuis le prix Nobel de la paix, étaient le point de ralliement des réfugiés et des militants indépendantistes pendant la crise. La plupart des violences ont été imputées aux milices favorables à Jakarta.



50% sur toute la marchandise pour hommes et femmes

Pour Elle  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de Commerce Mondial  
844-9125

Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial  
281-7999  
5107, av. du Parc  
277-7558

**SOLDE AUTOMNE-HIVER**  
de 20% à 60% de rabais

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans et Vêtements de maternité à l'étage

1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT  
TEL.: 274-2442

Ce que vous cherchez depuis longtemps... nous l'avons peut-être?

vases  
urnes  
statues  
fontaines  
plantes rares  
meubles d'appoint  
curiosités

Ouvert 7 jours par semaine  
Livraison  
Consultation  
Stationnement gratuit

230, rue Peel Montréal  
(2 rues au sud de Notre-Dame)  
514.935.1812

Masques africains

ALPHA  
Plantes et poteries

Plus de 500 000 \$ d'inventaire, ça donne du choix!

www.alphaplantes.com

